

DIAL 2320

BRÉSIL - A l'occasion du « cri des exclus ». Un tableau de la crise

Conférence nationale des évêques brésiliens (CNBB) et le Conseil national des Églises chrétiennes (CONIC)

vendredi 1er octobre 1999, mis en ligne par [Dial](#)

C'est en 1994 que fut décidé, au terme de la seconde Semaine sociale brésilienne, le lancement du « Cri des exclus » dont la première réalisation eut lieu le 7 septembre 1995 dans près de 180 villes du Brésil. Cette manifestation fut officiellement assumée par l'Église catholique brésilienne en 1996. Depuis lors, de nombreuses organisations (mouvements populaires comme le Mouvement des sans-terre, syndicats, etc) participent à ce cri pour la justice en faveur des exclus au Brésil. Nous publions ci-dessous un appel - diffusé par Correio Da Cidadania - lancé par la Conférence nationale des évêques brésiliens (CNBB) et le Conseil national des Églises chrétiennes (CONIC) à l'occasion de la journée brésilienne du Cri des exclus qui a eu lieu le 7 septembre dernier, appel qui représente une synthèse des principaux problèmes brésiliens qu'il est urgent de régler. Cette année, et pour la première fois, un « cri des exclus » aura lieu à travers toute l'Amérique latine le 12 octobre.

Le peuple brésilien vit une grave crise économique et sociale. Dans les centres urbains, les travailleurs sont systématiquement victimes du chômage, facteur qui engendre la déstructuration familiale, provoque la violence et laisse la population sans ressources. Cette année, plus de 23 000 petites et moyennes entreprises ont fermé leurs portes. À la campagne les travailleurs ruraux n'ont plus accès à la propriété et les petits agriculteurs souffrent d'une absence de politique agricole qui ne permet pas à la petite propriété de survivre. L'agriculture familiale a été démantelée et dans les dix dernières années 942 000 propriétés agricoles ont disparu. Cela concerne à peu près 5 millions de personnes.

Il n'y a pas de vraie politique publique et l'érosion des services publics révèle l'intention de diminuer au maximum le rôle de l'État. Dans le secteur de l'éducation, 10% des enfants entre 7 et 14 ans ne sont pas scolarisés ; l'analphabétisme atteint 16,6% de la population et moins de 1% des Brésiliens a accès à l'enseignement supérieur. Seule un peu plus de la moitié de la population brésilienne bénéficie de l'aide à la santé publique, le déficit en logements sociaux est estimé à 5,6 millions et le chômage touche plus de 11 millions de personnes.

L'abandon dans lequel est laissé le peuple brésilien est dû à l'actuel modèle économique adopté par le gouvernement et soutenu par la majorité du Congrès national, qui privilégie le capital spéculatif, selon les orientations du Fonds monétaire international (FMI).

Le programme des privatisations, soupçonné d'avoir accordé des régimes de faveur et financé en grande partie par l'argent public, n'a apporté aucune amélioration en termes d'efficacité et encore moins au niveau des prix à la consommation. Au contraire, le gouvernement octroie aux entreprises publiques privatisées des réajustements de prix très avantageux qui permettent à leurs dirigeants de faire des bénéfices extraordinaires. L'encouragement officiel de la vente des anciennes entreprises publiques au capital étranger provoque d'autre part une fuite continue des capitaux vers l'étranger. En cinq ans plus de 150 milliards de dollars ont quitté le pays et pendant ce temps, la dette extérieure continue à augmenter :

elle a dépassé actuellement les 500 milliards de reals.

Le pays est noyé dans le désordre juridique. L'exécutif édite et réédite des mesures provisoires ; il prépare en fait le renforcement du contrôle des tribunaux supérieurs sur l'action des juges de première instance au bénéfice de la politique d'État et des intérêts internationaux, rendant ainsi le droit et la justice du travail anticonstitutionnels, et risquant ainsi d'abandonner les droits et les garanties des travailleurs à la merci du marché.

La crise brésilienne trouve ses racines dans 500 ans de colonialisme, mais son aggravation récente est due, essentiellement, à la détermination avec laquelle les élites, au cours de la dernière décennie, subordonnent notre économie aux intérêts du capital financier. La classe dirigeante (le gouvernement et la majorité du Congrès) est responsable du sacrifice imposé au peuple, elle gouverne pour une minorité privilégiée, elle est complice de l'impunité et se montre incapable d'empêcher la corruption et de résoudre la crise.

Les solutions

Notre défi est d'inverser cette trajectoire de dégradation économique et sociale. Le Brésil est un pays qui a d'énormes potentialités naturelles, une immense surface agricole, des minerais, des sources d'énergies abondantes, un parc industriel bien implanté, des connaissances scientifiques et technologiques. Nous sommes un peuple de travailleurs, capables de s'engager dans le progrès et d'y contribuer par des innovations technologiques.

On ne met pas fin à la crise avec des accommodages, mais avec un nouveau projet de nation.

Nous appelons la société brésilienne à discuter des transformations nécessaires et à se mobiliser pour les mettre en œuvre. Il ne pourra y avoir de changements qu'avec l'union de toutes les forces sociales opposées à l'application de l'actuel modèle économique. Il faut changer le sens de l'économie et proposer un programme qui nous conduise vers une véritable démocratie sociale dans laquelle chacun pourra avoir accès au travail, à la santé, au logement et à la solidarité.

Des mesures concrètes

Face à cela il est urgent d'élaborer et de mettre en œuvre un programme minimum qui comprenne :

- La création d'une politique économique qui mette fin au chômage et garantisse du travail pour tous ainsi que la répartition des bénéfices.
- Le renforcement des politiques publiques qui élargissent et améliorent le réseau de la santé publique, l'accès à une éducation de qualité et gratuite à tous les niveaux ainsi que la construction de logements sociaux.
- La création de fonds d'aides pour les petites et moyennes entreprises.
- La réforme agraire et la mise en œuvre d'une politique agricole qui soutienne les petits agriculteurs.
- Des limites en ce qui concerne la mise en œuvre de mesures provisoires et l'interdiction de les renouveler.
- La création de normes de protection du travail.

Pour en garantir la mise en œuvre et les moyens, nous proposons :

- La révision de l'accord avec le FMI et la récupération de la souveraineté nationale.
- La suspension du Programme national de privatisations (PND) et un audit pour les privatisations déjà

réalisées.

- La baisse des taux d'intérêt.
- Le contrôle des sorties de capitaux et d'intérêts vers l'étranger.
- La renégociation des dettes des États et des municipalités avec l'État fédéral.
- Le versement à titre de dédommagement dans les coffres publics des gains exorbitants réalisés par les banques grâce à la dévalorisation du real, à la spéculation financière et à des prêts abusifs (PROER).
- La renégociation des dettes et des accords d'encouragements fiscaux préjudiciables au patrimoine public.
- La garantie d'un salaire minimum.
- La démarcation des terres indigènes.
- L'exécution immédiate d'un programme de développement de l'Amazonie dans le respect absolu des populations locales et de la biodiversité de la région, sans aucune ingérence étrangère sur notre territoire.

Face à cette situation, nous appelons tout le peuple brésilien, la société en général, ses entités et ses organisations, tous les hommes et les femmes de bonne volonté à débattre de la gravité de cette crise et à se mobiliser pour exiger des réformes immédiates.

Cet appel est signé pour ce qui concerne son contenu éthique, par la Conférence nationale des évêques du Brésil (CNBB) et le Conseil national des Églises chrétiennes. (CONIC)

- **Dial - Diffusion de l'information sur l'Amérique latine - D 2320.**

- Traduction Dial.

- Source (portugais) : *Correio Da Cidadania*, septembre 1999.

En cas de reproduction, mentionner au moins les auteurs, la source française (Dial - <http://www.dial-infos.org>) et l'adresse internet de l'article.